

	Titelliste
1.	La Russie évoque la menace d'une nouvelle crise gazière Les Echos.fr, Vendredi 29 Mai 2009, ARTICLE, 587 mots, jmgradt
2.	Gazprom rachète une participation d'ENI pour 4 milliards de dollars Les Echos, mercredi 08 avril 2009, BREVE; Pg. 22, 118 mots
3.	Affaire Ioukos : le russe Gazprom solde les comptes avec l'italien ENI Les Echos, mardi 07 avril 2009, ARTICLE; Pg. 19, 225 mots
4.	L'Europe bride les acquisitions des géants de l'énergie Les Echos, 13 octobre 2008 lundi, ARTICLE; Pg. 19, 511 mots, ALEXANDRE COUNIS
5.	La puissance russe est de retour Les Echos, 3 janvier 2008 jeudi, ARTICLE SOUS; Pg. 9, 405 mots, YVES BOURDILLON
6.	Accord entre Gazprom et l'Ouzbékistan sur le gaz vendu par Tachkent à Moscou Les Echos, 28 décembre 2007 vendredi, ARTICLE; Pg. 13, 213 mots
7.	Transports d'hydrocarbures : les « robinets » de la géopolitique Les Echos, 29 octobre 2007 lundi, ARTICLE; Pg. 32, 1631 mots, OLIVIER NOYER
8.	GAZPROM. Le monopole gazier russe a annoncé l'achat d'une... Les Echos, 10 avril 2007 mardi, TELEX; Pg. 24, 30 mots
9.	Moscou veut rénover ses infrastructures de transport Les Echos, 15 mars 2007 jeudi, ARTICLE SOUS; Pg. 8, 423 mots, YVES BOURDILLON

[Zur Liste zurückkehren](#)

Dokument 1 von 9

Les Echos.fr

Les Echos.fr

Vendredi 29 Mai 2009

La Russie évoque la menace d'une nouvelle crise gazière

AUTEUR: jmgradt

RUBRIQUE: ARTICLE

LONGUEUR: 587 mots

ENCART: La Russie exhorte l'Europe à cofinancer l'approvisionnement en gaz de l'Ukraine afin d'éviter une nouvelle crise du gaz sur le modèle de celle survenue en janvier dernier. Un exemple de plus des tensions entre les deux partenaires sur le dossier de l'énergie.



DR.

Le Premier ministre russe Vladimir Poutine a proposé à l'Union européenne de créer un pool international pour financer les **achats** de gaz russe par l'Ukraine et éviter ainsi une nouvelle crise gazière, a annoncé vendredi le vice-Premier ministre Igor Setchine

Bis repetita ? *"Une autre crise du gaz en Ukraine peut être évitée"*, a déclaré la veille le PDG de **Gazprom** Alexeï Miller. Pour ce faire, *"la Russie et l'Europe doivent investir ensemble pour l'empêcher. Il n'y a pas de temps à perdre."* Moscou estime en effet que les stocks actuels en Ukraine sont trop bas pour garantir les flux normaux de gaz russe vers

l'Europe l'hiver prochain et que des perturbations se produiront si Kiev ne trouve pas rapidement les fonds nécessaires pour reconstituer ses réserves. Or, le président russe, Dimitri Medvedev, a mis en doute *"la capacité de l'Ukraine à payer plus de 4 milliards de dollars pour obtenir les 19,5 milliards de mètres cubes de gaz"* à pomper et stocker avant la saison de chauffage d'hiver.

La Russie a notamment insisté sur le fait que l'Ukraine devrait prépayer quelque 5 milliards de dollars pour reconstituer ses réserves souterraines de gaz. Mais, comme la société ukrainienne Naftogaz Ukrainy est dans une situation qualifiée par lui de *"désespérée"*, le géant russe **Gazprom** a fait savoir qu'il pourrait réduire ses

approvisionnements à moins que les organes européens assument leurs responsabilités.

Sujets de discorde

En janvier dernier, un différend financier similaire vit déboucher sur la crise qui a privé de gaz l'Europe et les ex-pays du bloc soviétique pendant 15 jours... La semaine dernière lors du sommet de Khabarovsk entre l'Union Européenne et la Russie, le président Medvedev, n'a pas hésité à agiter la menace de la fermeture du robinet : " *La Russie ne donnera aucune garantie* " qu'il n'y aura pas un nouveau conflit, a-t-il prévenu. Avant de concéder que son pays était prêt " *à aider l'Etat ukrainien* " à condition " *que l'Union européenne assure une partie significative de ce travail*".

L'Europe est-elle prête pour assurer ses approvisionnements en gaz russe à se substituer commercialement à un pays de transit défaillant; ce qui reviendrait à payer deux fois en réglant, en sus de ses factures de gaz, celles de l'Ukraine ? C'est toute la question qui se pose aujourd'hui.

Sans présager de la réponse, il est patent que, sur le dossier énergétique, les relations entre les Vingt sept et la Russie se sont tendues. En réponse à la proposition du président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, de signer la

Charte de l'énergie de 1991, M.Medvedev a déclaré sèchement à Khabarovsk : " *La Russie ne participe pas et n'a pas l'intention de participer* " à cette Charte. Pas plus qu'elle ne compte signer le protocole de cette Charte sur l'efficacité énergétique et les aspects environnementaux connexes. Ces textes entrés en vigueur en 1998 et ratifiés par 51 Etats européens, prévoient en effet " *d'améliorer la sécurité des approvisionnements énergétiques et d'optimiser la production, le transport et la distribution de l'énergie* ". Une ambition à l'opposé de la politique énergétique conduite par Moscou.

D'où les autres sujets de discorde : le gazoduc Nabucco porté par l'Europe, concurrent de du projet South Stream pour lequel la Russie fait le forcing et le "partenariat oriental" lancé début mai par l'UE avec six pays de l'ex-URSS (Biélorussie, Ukraine, Moldavie, Géorgie, Arménie et Azerbaïdjan) qui vise élargir le spectre des pays qui fournissent du gaz à l'Europe.

DATE-CHARGEMENT: 30 Mai 2009

LANGUE: FRENCH; FRANÇAIS

TYPE-PUBLICATION: Publication internet

[Zur Liste zurückkehren](#)

Dokument 2 von 9

Les Echos

Les Echos

mercredi 08 avril 2009

Gazprom rachète une participation d'ENI pour 4 milliards de dollars

RUBRIQUE: BREVE; Pg. 22 N°. 20401

LONGUEUR: 118 mots

Le géant gazier russe **Gazprom** a confirmé hier l'**achat** auprès de l'italien ENI de 20 % du pétrolier russe **Gazprom** Neft pour plus de 4,2 milliards de dollars (« **Les Echos** » d'hier). ENI avait acquis ces actifs en 2007 pour 3,7 milliards de dollars, lors du démantèlement de Ioukos, mis en liquidation judiciaire après la condamnation de son PDG,

Mikhaïl Khodorkovski, à huit ans de prison. A la suite de cet accord, **Gazprom** détient désormais plus de 90 % de **Gazprom** Neft. Le pétrolier transalpin a également signé plusieurs accords de coopération avec les groupes énergétiques Inter Rao SEU, Rosneft, Transneft and Stroitransgaz, afin de renforcer « la sécurité des approvisionnements en Italie et en Europe ».

DATE-CHARGEMENT: 8 avril 2009

LANGUE: FRENCH; FRANÇAIS

TYPE-PUBLICATION: Journal

Copyright 2009 Groupe **Les Echos**
Tous droits réservés

[Zur Liste zurückkehren](#)

Dokument 3 von 9

Les Echos

Les Echos

mardi 07 avril 2009

Affaire loukos : le russe **Gazprom** solde les comptes avec l'italien ENI

RUBRIQUE: ARTICLE; Pg. 19 N°. 20399**LONGUEUR:** 225 mots

Gazprom est en train de solder les comptes de l'affaire loukos. Selon le « Wall Street Journal », le gazier russe va racheter une participation d'ENI dans le pétrolier **Gazprom** Neft pour un montant de 4,2 milliards de dollars. L'accord devrait être signé demain, a indiqué une source officielle italienne à Bloomberg. **Gazprom** détient 75 % de **Gazprom** Neft.

ENI avait acquis cette participation de 20 % ainsi que certains actifs gaziers à l'issue de la vente aux enchères du pétrolier russe loukos au mois d'avril 2007. Le groupe italien avait alors accepté de revendre ses parts à **Gazprom** dans les deux ans. Cette option d'**achat** expire le 9 avril.

ENI avait versé 3,7 milliards de dollars pour les actifs et était convenu de revendre les parts dans **Gazprom** Neft pour 4 milliards de dollars environ. A cette époque, les investisseurs jugeaient les termes de l'opération favorables pour **Gazprom**, car ils sous-évaluaient **Gazprom** Neft. Aujourd'hui, cette participation ne vaut plus qu'environ 2,2 milliards de dollars.

Dans ce contexte, certains observateurs craignaient que **Gazprom** ne demande à ENI de repousser la date d'expiration de son option d'**achat**, le géant russe faisant face cette année à des remboursements de dette sans précédent. Mais, grâce à l'appui de plusieurs banques russes, le groupe gazier a visiblement trouvé les moyens de faire autrement.

DATE-CHARGEMENT: 7 avril 2009**LANGUE:** FRENCH; FRANÇAIS**TYPE-PUBLICATION:** Journal

[Zur Liste zurückkehren](#)

Dokument 4 von 9

Les Echos

Les Echos

13 octobre 2008 lundi

L'Europe bride les acquisitions des géants de l'énergie

AUTEUR: ALEXANDRE COUNIS

RUBRIQUE: ARTICLE; Pg. 19 N°. 20277

LONGUEUR: 511 mots

ORIGINE-DEPECHE: DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL À LUXEMBOURG.

ENCART: Les ministres de l'Energie des Vingt-Sept réunis vendredi se sont entendus afin d'éviter que les grands groupes d'énergie ne viennent faire leurs emplettes.

Séparation patrimoniale ou simple « dissociation effective » entre producteurs et distributeurs d'énergie : les ministres européens de l'Energie avaient laissé début juin chaque Etat membre libre de choisir sa voie pour faire émerger un véritable marché concurrentiel de l'énergie en Europe. Restait à éviter qu'une telle liberté n'ouvre la porte à des distorsions de concurrence, au sein de l'Union comme avec les pays tiers. Autrement dit, à empêcher qu'une grande entreprise verticalement intégrée, européenne comme EDF ou étrangère comme **Gazprom**, ne profite de l'indépendance des lignes à haute tension ou des gazoducs dans un Etat membre pour s'emparer de proies faciles. Réunis vendredi à Luxembourg pour finaliser leur accord sur les projets de directives relatifs au marché intérieur du gaz et de l'électricité, les Vingt-Sept ont donc dû prévoir des garde-fous.

Entre Etats membres, d'abord. Les deux textes interdisent désormais explicitement aux groupes européens verticalement intégrés d'acheter des réseaux indépendants situés dans d'autres Etats membres qui auraient opté pour la séparation patrimoniale. Les Pays-Bas souhaitaient aller plus loin en prohibant aussi l'acquisition de producteurs d'énergie. Ils n'ont pas été entendus. Tout Etat membre pourra néanmoins s'opposer à l'**achat** de l'un de ses fleurons, producteur ou distributeur, s'il estime que la sécurité publique ou l'ordre public est menacé par l'opération. Les mesures qu'il pourra prendre devront être « *proportionnées, non discriminatoires et transparentes* ». Elles devront avoir été notifiées et avoir reçu l'aval de la Commission. Autant dire qu'un tel droit sera, en pratique, difficile à faire jouer...

Ouverture de négociations

Avec les pays tiers, ensuite. Pour rassurer le Royaume-Uni, qui craignait de voir ses réseaux rachetés par des opérateurs non européens, sans pour autant mécontenter l'Allemagne, qui refusait de fermer la porte aux investissements étrangers, la clause « **Gazprom** » prévoit que les opérateurs des pays tiers ne pourront investir dans un pays de l'Union qu'à condition de respecter la législation européenne et de ne porter atteinte ni à la sécurité énergétique du pays visé ni à celle de l'Europe. L'opération ne pourra donc se solder par la reconstitution d'une entreprise verticalement intégrée là où la séparation patrimoniale est de rigueur. Si nécessaire, le régulateur national pourra prendre des mesures pour bloquer l'opération, en tenant compte si possible de l'avis de la Commission.

L'accord obtenu hier permettra au Conseil d'ouvrir

les négociations avec le Parlement européen afin de trouver un compromis en deuxième lecture sur les cinq projets de textes relatifs au marché intérieur du gaz et de l'électricité, « *à la fin de la présidence tchèque de l'Union* », espère le ministre français, Jean-Louis Borloo. Mais les négociations s'annoncent difficiles : au printemps, les eurodéputés de la commission de l'Industrie du Parlement avaient rejeté l'idée d'une séparation effective pour le marché de l'électricité tout en

l'acceptant dans le gaz.

DATE-CHARGEMENT: 13 octobre 2008

LANGUE: FRENCH; FRANÇAIS

TYPE-PUBLICATION: Journal

[Zur Liste zurückkehren](#)

Dokument 5 von 9

Les Echos

Les Echos

3 janvier 2008 jeudi

La puissance russe est de retour

AUTEUR: YVES BOURDILLON

RUBRIQUE: ARTICLE SOUS; Pg. 9 N°. 20080

LONGUEUR: 405 mots

ENCART: Fort de recettes pétrolières multipliées par six depuis son arrivée au pouvoir, Vladimir Poutine a confirmé la puissance renaissante de la Russie. Et réussi l'« opération succession » qui lui permettra de garder le pouvoir... comme Premier ministre.

Sûr de lui, le Kremlin a passé l'année 2007 à s'affirmer sur la scène internationale et intérieure. Forte d'un pétrole fournissant le quart de ses recettes en devises et dont le prix a été multiplié par six depuis l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine, la Russie a multiplié les mouvements de menton en direction des Occidentaux. Qu'il s'agisse de revendiquer la moitié de l'océan Arctique, gisement possible d'hydrocarbures, de freiner les sanctions à l'encontre de l'Iran ou de s'opposer à l'indépendance du Kosovo, les exemples ne manquent pas. Sans oublier le bras de fer avec Londres sur l'affaire Litvinenko, les critiques contre le « *colonialisme du camarade loup* » américain, la décision de ne plus reconnaître le traité de réduction des forces conventionnelles en Europe, ou la reprise du contrôle du gisement géant Sakhaline 2 au profit de **Gazprom**. Mais l'essentiel pour le Kremlin était de réussir « l'opération succession ». En clair, permettre à Vladimir Poutine, seul garant de l'équilibre entre des clans du FSB, de

garder le pouvoir alors que la Constitution lui interdit de se présenter à un troisième mandat en mars 2008.

Opération en quatre étapes

L'opération a été menée en quatre étapes qui ont constitué autant de contre-pieds pour les kremlinologues. Première étape, en septembre, le très effacé Premier ministre Mikhaël Fradkov est remplacé par un obscur bureaucrate, Viktor Zoubkov, aussitôt considéré comme un futur président-homme de paille. Deuxième étape, Vladimir Poutine prend la tête du parti Russie unie qui remportera une victoire écrasante aux législatives du 2 décembre, avec 64 % des voix, grâce à une campagne dont les partis d'opposition ont été largement exclus et à des fraudes électorales. Troisième étape, Vladimir Poutine désigne comme son successeur Dmitri Medvedev, premier vice-Premier ministre. Réputé libéral et pro-occidental ce jeune homme - il a quarante-deux ans - proche de l'actuel président n'a jamais eu de lien avec le FSB. Quatrième étape, Vladimir Poutine « accepte » de devenir le futur Premier ministre de Dmitri Medvedev, rompant avec la tradition russe qui veut que le maître du pays soit au Kremlin.

Bond du pouvoir d'achat

Cette opération succession semble garantir une certaine stabilité politique et économique. Ce qui rassure des électeurs qui n'ont guère voix au chapitre. Car leur pouvoir d'**achat** a quasiment doublé depuis l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine.

DATE-CHARGEMENT: 4 janvier 2008

La puissance russe est de retour Les Echos 3 janvier 2008 jeudi

LANGUE: FRENCH; FRANÇAIS

TYPE-PUBLICATION: Journal

Copyright 2008 Groupe **Les Echos**
Tous droits réservés

[Zur Liste zurückkehren](#)

Dokument 6 von 9

Les Echos

Les Echos**28** décembre 2007 vendredi

Accord entre **Gazprom et l'Ouzbékistan sur le gaz vendu par Tachkent à Moscou**

RUBRIQUE: ARTICLE; Pg. 13 N°. 20077**LONGUEUR:** 213 mots

Le géant gazier russe **Gazprom** a conclu, hier, un accord sur le prix du gaz qui sera vendu par l'Ouzbékistan à la Russie en 2008. Selon un communiqué publié en fin de journée, Russes et Ouzbeks se sont entendus « *sur le prix d'**achat** du gaz ouzbek en 2008 et ont signé une clause au contrat sur les livraisons* ». Le prix n'a pas été dévoilé mais ce serait celui du « *marché régional* », selon **Gazprom**.

Les deux parties ont défini le prix qui sera facturé pour le transit du gaz. Fin novembre, Tachkent disait envisager d'augmenter le prix de son gaz exporté vers la Russie pour tenir compte de la

faiblesse du cours du dollar et de la hausse des prix des hydrocarbures. En 2007, l'ex-République soviétique a vendu à **Gazprom** 9 milliards de mètres cubes de gaz à 100 dollars les 1.000 mètres cubes. La demande ouzbeke était intervenue alors que Moscou venait d'accepter une hausse des prix du gaz qu'elle achète au Turkménistan. L'Ouzbékistan produit quelque 60 milliards de mètres cubes de gaz par an, dont 12 milliards sont exportés vers la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan. Le russe **Gazprom** a en effet besoin de s'approvisionner auprès du Turkménistan et de l'Ouzbékistan afin de pouvoir respecter ses contrats de livraison vers l'Union européenne et l'Ukraine.

DATE-CHARGEMENT: 31 décembre 2007**LANGUE:** FRENCH; FRANÇAIS**TYPE-PUBLICATION:** Journal

Copyright 2007 Groupe **Les Echos**
Tous droits réservés

[Zur Liste zurückkehren](#)

Dokument 7 von 9

Les Echos

Les Echos

29 octobre 2007 lundi

Transports d'hydrocarbures : les « robinets » de la géopolitique

AUTEUR: OLIVIER NOYER

RUBRIQUE: ARTICLE; Pg. 32 N°. 20035

LONGUEUR: 1631 mots

ENCART: Entre l'Europe et l'Asie, les oléoducs et les gazoducs sont devenus des sujets de crises à répétition et l'objet de grandes manœuvres diplomatiques. Le pétrole et le gaz sont stratégiques, mais le contrôle de leur transport par les tubes le devient aussi de plus en plus.

Lorsque les hydrocarbures sont produits en quantités suffisantes dans les pays où ils sont consommés ou dans des pays voisins amis ou sous influence, le transport n'est qu'un simple problème technique de tuyaux. Il en est ainsi des hydrocarbures produits et consommés à l'intérieur de vastes territoires comme la Russie ou les Etats-Unis ou de ceux produits au Canada et consommés aux Etats-Unis. Mais ces deux dernières années, les trajets terrestres en pipelines d'« or noir » et d'« or gris » ont provoqué de vives crispations internationales, les plus médiatisées ayant été celles qui ont opposé la Russie à l'Ukraine. « *Il y a une très nette recrudescence des tensions depuis 2007* », observe Jean Radvanyi, géographe auteur de « La Nouvelle Russie » et professeur à l'Inalco (Langues O). « *La dimension stratégique et militaire des tracés de tubes est devenue très importante. Les tracés politiques se*

multiplient », estime Jacques Percebois, directeur du Centre de recherche en économie et droit de l'énergies (Creden) à Montpellier.

Car si des bateaux peuvent être déroutés et reroutés facilement en cas de crise (c'est aujourd'hui le cas de l'essentiel du marché pétrolier, très majoritairement traité en « spot »), un oléoduc ou un gazoduc restent figés pour des décennies sur les territoires qu'ils traversent. Si le maritime reste adapté à certaines liaisons géographiques (le Japon par exemple), les voies terrestres ont été largement développées à l'intérieur de l'immense continent eurasiatique en tissant un réseau complexe de pipelines. Les projets de nouveaux tracés se sont multipliés. Or, « *des trajets déterminés par des raisons géopolitiques restent des sources de conflits potentiels* », souligne Jean-Jacques Guillet, rapporteur du document d'information de l'Assemblée nationale de décembre 2006 « La guerre de l'énergie n'est pas une fatalité ».

Depuis deux ans, les tensions se sont focalisées sur toutes les bordures de l'ancienne Union soviétique et plus précisément autour de la mer Caspienne, centre de gravité stratégique du double continent Europe-Asie. Les richesses en hydrocarbures de ses pays riverains (Russie, Kazakhstan, Turkménistan, Azerbaïdjan, Iran) sont convoitées aussi bien à l'ouest, qu'au nord ou à l'est et leurs dirigeants très courtisés « *d'autant que de nouveaux gisements ont été découverts en Azerbaïdjan et au Kazakhstan* », rappelle un expert. Ce grand jeu à base de tubes et de robinets met aux prises des grandes puissances et des petits pays. Il va bien au-delà du simple contournement de zones à éviter comme la Tchétchénie pour les Russes ou l'Arménie pour les Azéris. Car si les tuyaux sont posés pour durer, simple question de rentabilité

(1.000 km représentant un investissement de l'ordre du milliard de dollars), le contexte géopolitique des pays qu'ils traversent évolue. L'Europe et l'Asie forment une mosaïque d'Etats. La fonte du glacié soviétique après 1991 a été un séisme dont on ressent encore aujourd'hui les répliques. La dissolution de l'Union soviétique a fait émerger des républiques devenues souveraines, qui tentent de jouer leur carte personnelle économique et stratégique que ce soit en Asie centrale, dans le Caucase ou en Europe de l'Est.

Quatre stratégies se télescopent

Autour des richesses qui entourent la Caspienne, 4 stratégies se télescopent et se chevauchent : celles des grandes puissances, des importateurs, des exportateurs et des pays de transit. Pour les grandes puissances, le pétrole et son transport restent des leviers géostratégiques servant une vision mondiale. La Russie cherche ainsi à se dégager d'un syndrome d'encerclement et à retrouver une influence grignotée sur son flanc sud. Le sommet des riverains de la Caspienne qui s'est tenu à Téhéran le 16 octobre dernier s'inscrit dans ce contexte d'offensives répétées de Moscou pour reprendre pied sur son ancien pré carré. En face, les Etats-Unis, dont l'influence a percé dans plusieurs pays (notamment en Azerbaïdjan et en Géorgie, créant ainsi un corridor entre Caspienne et mer Noire), tentent de freiner ce retour d'influence. En même temps, l'ombre de la Chine monte en arrière-plan.

Le deuxième type de stratégie est celui des pays exportateurs, qui cherchent d'abord à augmenter leurs revenus, à préserver et diversifier leurs débouchés et à contrôler des routes terrestres d'exportation sans risques. La Russie figure encore au premier plan de cette catégorie aux côtés des producteurs d'Asie centrale et du Caucase (Kazakhstan, Turkménistan, Azerbaïdjan) ainsi que de l'Iran. Outre l'Europe, la Russie veut vendre ses productions en Asie et à terme aux Etats-Unis quand elle maîtrisera la technologie du GNL. Les pays d'Asie centrale, de leur côté, cherchent à poser des tuyaux pour vendre à l'Europe et à l'Asie et non plus seulement aux Russes.

La troisième catégorie est celle des pays consommateurs et importateurs, qui ont pour souci de verrouiller et de diversifier leurs approvisionnements tout en réduisant leur facture. L'Union européenne, le premier de ces consommateurs, inquiète de l'affrontement russo-ukrainien, cherche tous les moyens pour

satisfaire la croissance de ses besoins en gaz en réduisant sa dépendance. Son projet de tube « Nabucco », de la Caspienne à l'Autriche, vise à trouver au Turkménistan un approvisionnement alternatif à la Russie. Mais l'Europe ne montre pas de front vraiment uni puisque l'Allemagne a signé un accord avec les Russes pour construire un tube direct sous la Baltique. Côté asiatique, la Chine et l'Inde veulent aussi pomper leur part des réserves d'Asie centrale - et d'Iran pour l'Inde - pour alimenter leur croissance encore plus énergivore. Plus petits consommateurs, les ex-pays de l'Union soviétique, en particulier l'Ukraine, la Biélorussie et la Géorgie, ont fait l'amère expérience de leur trop grande dépendance vis-à-vis des approvisionnements russes. Moscou a relevé ses prix et pris une participation ou le contrôle des gazoducs traversant ces pays. « *Qui contrôle les tuyaux, contrôle les marchés* », estime Jacques Percebois.

La quatrième catégorie d'acteurs qui a son mot à dire au sujet des tubes de gaz et de pétrole est celle des pays de transit. Il s'agit principalement des pays tampons entre la Russie et l'Union européenne : Ukraine, Biélorussie, pays Baltes, Pologne, Géorgie, Bulgarie... Mais la Russie, qui met la pression sur ces petits Etats, est elle-même un pays de transit en récupérant les hydrocarbures d'Asie centrale qu'elle préfère acheter ou voir passer sur son territoire jusqu'à la mer Noire plutôt que de les laisser filer dans un tube contrôlé par les Occidentaux ou les Chinois. Dans cette catégorie, la Turquie devient un pays de transit déterminant, sollicité aussi bien par Moscou que par les pays occidentaux pour évacuer les hydrocarbures des nouveaux Etats indépendants du Caucase et d'Asie centrale vers la Méditerranée et l'Europe (oléoduc BTC et gazoducs BTE des Occidentaux et Blue Stream d'initiative russe). Un argument de poids qu'elle utilise dans ses négociations avec l'Union européenne.

Plusieurs exemples récents illustrent l'affrontement de ces quatre stratégies autour des tubes d'hydrocarbures.

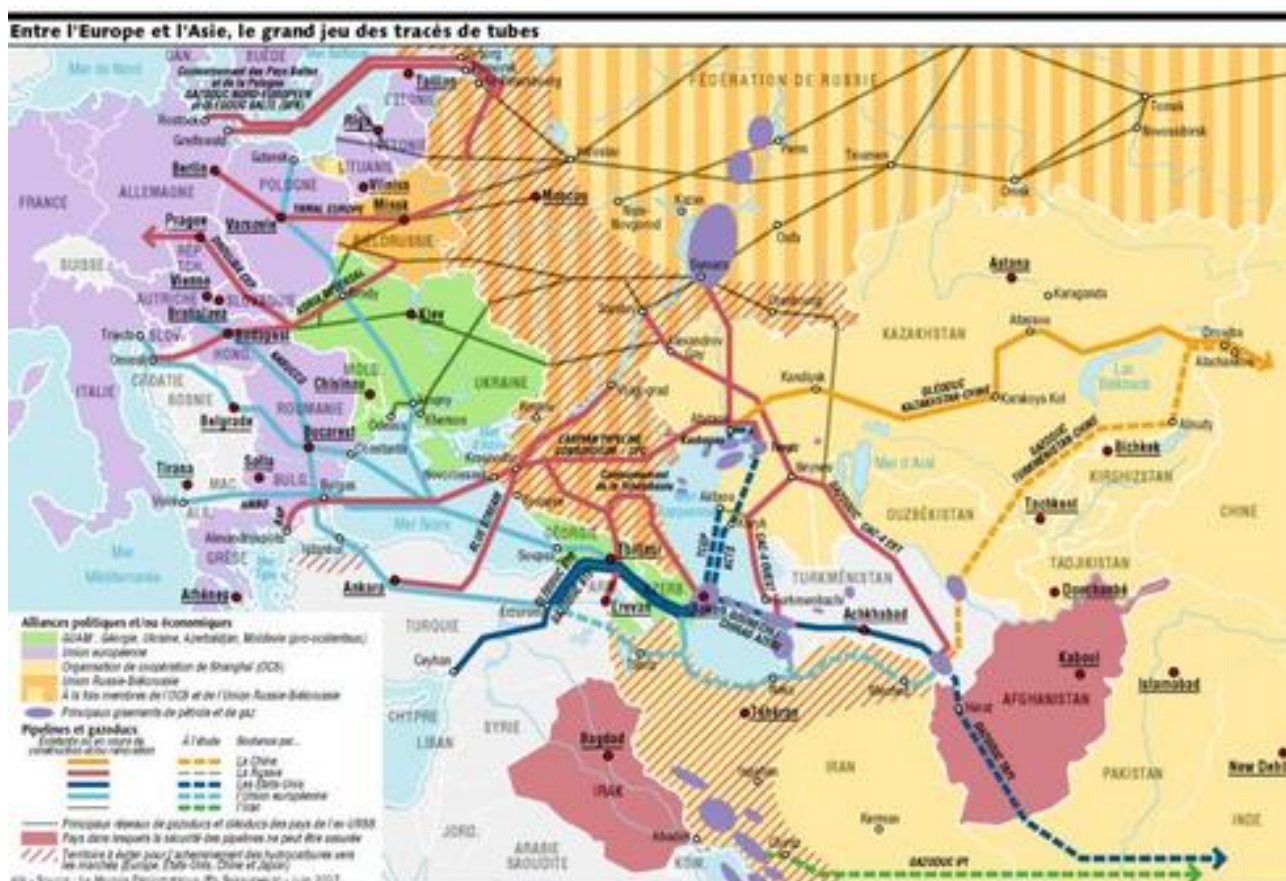
Partie d'échecs

Le premier est celui des tentatives américaines et occidentales. C'est le cas de l'oléoduc BTC (Bakou-Tbilissi-Ceyhan) qui relie depuis un an la Caspienne à la Méditerranée à travers la Turquie tout comme le gazoduc BTE (Bakou-Tbilissi-Erzurum). La Russie a répliqué en signant un accord avec la Bulgarie et la Grèce pour la construction d'un oléoduc concurrent au BTC - le

premier sous contrôle russe en territoire européen -, le BAP (Burgas-Alexandropolis) reliant la mer Noire à la Méditerranée. Cette contre-offensive n'a pas empêché les Occidentaux de continuer leur travail de séduction en Asie centrale en ajoutant 2 projets pour aider les Kazakhs et Turkmènes à diversifier leurs débouchés. Ainsi, à partir de 2010, le KCTS (Kazakhstan Caspian Transportation système), financé par 10 majors occidentales, combinera un bout de tuyau en territoire kazakh et une noria de pétroliers traversant la Caspienne pour déverser le précieux liquide dans le BTC. Un autre projet, des Européens, dit « corridor transcaspien », vise à amener le gaz turkmène et kazakh vers le BTE et l'Europe.

Le bal des prétendants tourne spécialement autour du Turkménistan. Pour Jeanne Radvanyi, « *tout le monde cherche à s'attirer les faveurs du nouveau président qui a succédé à Saparmourat Niazov, décédé en décembre 2006* ». Ce dernier avait commencé à desserrer l'étreinte russe : la quasi-totalité de son gaz, vendu à vil prix à l'ancienne puissance tutélaire, passait par le seul tube important débouchant en Russie (CAC-4).

Saparmourat Niazov avait obtenu plusieurs relèvements des prix d'**achat** de **Gazprom**. Pour faire reculer davantage Moscou, Saparmourat Niazov et son successeur, Gurbangouli Berdimoukhamedov, ont joué la carte de la diversification des ventes. Le premier a signé en 2006 un engagement de vente pour trente ans avec la Chine, qui doit construire un gazoduc à travers l'Ouzbékistan et le Kazakhstan. Le second a sollicité la major américaine Chevron et semble s'intéresser au projet de corridor transcaspien des Européens. Très rapidement, Moscou a réagi en proposant de renforcer tous les tubes drainant gaz et pétrole de ces deux pays vers la Russie. En se déplaçant en urgence dans la région en mai dernier, Vladimir Poutine avait perturbé un sommet européen concurrent qui se tenait au même moment à Cracovie en Pologne. En se réunissant avec les riverains de la Caspienne en octobre, le chef d'Etat russe vient de réussir un nouveau coup. La partie d'échecs diplomatique qui se joue sur les transports de gaz et de pétrole entre la Baltique et la Caspienne est sans doute loin d'être terminée.



DATE-CHARGEMENT: 30 octobre 2007

TYPE-PUBLICATION: Journal

LANGUE: FRENCH; FRANÇAIS

Copyright 2007 Groupe **Les Echos**
Tous droits réservés

[Zur Liste zurückkehren](#)

Dokument 8 von 9

Les Echos

Les Echos

10 avril 2007 mardi

GAZPROM. Le monopole gazier russe a annoncé l'**achat** d'une...

d'électricité moscovite Mosenergo, pour 2,1 milliards de dollars (1,6 milliard d'euros).

RUBRIQUE: TELEX; Pg. 24 N°. 19895

DATE-CHARGEMENT: 10 avril 2007

LONGUEUR: 30 mots

LANGUE: FRENCH; FRANÇAIS

TYPE-PUBLICATION: Journal

Le monopole gazier russe a annoncé l'**achat** d'une participation de contrôle dans le distributeur

Copyright 2007 Groupe **Les Echos**
Tous droits réservés

[Zur Liste zurückkehren](#)

Dokument 9 von 9

Les Echos

Les Echos

15 mars 2007 jeudi

Moscou veut rénover ses infrastructures de transport

AUTEUR: YVES BOURDILLON

RUBRIQUE: ARTICLE SOUS; Pg. 8 N°. 19878

LONGUEUR: 423 mots

ENCART: Pour remettre à niveau le système de transports russe, quelque 45 milliards d'euros devront être investis d'ici à 2015, selon Sergueï Ivanov, le vice-Premier ministre.

Près de 15 millions d'euros par jour jusqu'en 2015, tel est le montant impressionnant des investissements nécessaires dans la rénovation des infrastructures de transport russes, selon une estimation du vice-Premier ministre russe, Sergueï Ivanov. Celui qui était ministre de la Défense jusqu'au mois dernier s'est essayé, lors d'une rencontre mardi soir avec le ministre des Transports, à ses nouveaux habits de codauphin officiel de Vladimir Poutine (l'autre successeur potentiel étant Dimitri Medvedev, patron de **Gazprom**) et a présenté sa vision de l'avenir du système de transport russe. Un chantier pharaonique pour un pays où les investissements de maintenance et rénovation ont été pour le moins timides depuis des décennies.

Une proportion non négligeable du réseau routier est à la limite du carrossable et les aéroports régionaux sont fort peu hospitaliers. Quant aux trains, ils circulent rarement à plus de 110 km/h. Un

dixième de la population russe n'est pas relié à des villes par un service de liaison fonctionnant toute l'année et 28.000 villages de Sibérie sont coupés du monde, a aussi souligné Sergueï Ivanov, qui estime qu'il faudra dépenser 45 milliards d'euros d'ici à 2015, voire 250 milliards à l'horizon de 2025 pour mettre le système national au niveau de ce qu'exige une économie moderne. Un effort hors de portée de l'Etat russe, malgré les recettes pétrolières monumentales qui permettent à la banque centrale de battre ses records de réserves en devises, les troisièmes du monde.

Des besoins gigantesques

Sergueï Ivanov estime donc nécessaire d'attirer les investisseurs privés dans ces chantiers de rénovation des routes, chemins de fer et terminaux portuaires. Il n'a cependant pas précisé le type de contrat, concession ou régie, assurant la rémunération des investisseurs privés. Pourraient toutefois être envisagés des systèmes de péage sur certaines routes, ponts ou accès au centre-ville. Sergueï Ivanov a aussi repris à son compte l'idée, évoquée par Poutine, d'établir une entreprise nationale de construction navale, conformément à la stratégie de « champions nationaux » du Kremlin. Dans la construction aéronautique, les besoins sont aussi gigantesques puisque le développement du pays, au rythme de 7 % de hausse du PNB par an, imposerait l'**achat** de 1.500 avions de transport civil d'ici à quinze ans, alors que l'industrie nationale n'en produit que... un par mois. Les trois quarts des 700 avions des 180 compagnies aériennes, construits à l'époque soviétique, doivent être réformés d'ici à 2012.

DATE-CHARGEMENT: 16 mars 2007

Moscou veut rénover ses infrastructures de transport Les Echos 15 mars 2007 jeudi

LANGUE: FRENCH; FRANÇAIS

TYPE-PUBLICATION: Journal

Copyright 2007 Groupe **Les Echos**
Tous droits réservés